



Local Syndical :  
CFP de Châteaulin  
5, Place de Kerjean  
CS 90055  
29150 Châteaulin

[solidairesfinancespubliques.ddfip29@  
dgfip.finances.gouv.fr](mailto:solidairesfinancespubliques.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr)



## Comite Technique Local du 3 février 2021

### Déclaration liminaire

Madame la Présidente,

Ce Comité Technique Local est convoqué dans le contexte hors norme de crise sanitaire et sociale, que connaît notre pays depuis bientôt un an.

Cette crise démontre avec force combien nos services publics sont indispensables face aux attentes des citoyens, mais aussi des acteurs économiques.

Cette crise a malheureusement aussi mis en évidence combien le dogme des économies budgétaires a failli précipiter une catastrophe humanitaire.

Il a fallu arrêter toute la vie sociale et économique pour permettre aux hôpitaux exsangues de sauver des vies, au prix de conditions de travail indignes pour leurs personnels.

Malgré une vague allusion à un « monde d'après », qui serait différent, la politique Macronienne n'a pas changé, ou en pire...

Le libéralisme est poussé à son paroxysme partout, quoi qu'il en coûte, y compris dans la gestion de cette crise, qui a fait basculer dans la pauvreté plus d'un million de Françaises et de Français, qui s'ajoutent ainsi aux 9,3 millions de personnes vivant déjà en dessous du seuil de pauvreté monétaire.

Faute de tirer les leçons de cette crise, le gouvernement utilise la stratégie du choc pour imposer toujours plus de recul à la population et aux salariés.

Dans ce contexte, la destruction programmée de la DGFIP est « en marche forcée ».

L'administration, à l'instar du gouvernement, tente clairement de profiter de ce moment de « sidération », généré par la crise, pour accélérer le démantèlement de la DGFIP, et regrette même le temps perdu pour cause de Covid...

Aujourd'hui, les responsables politiques et administratifs ont réenclenché leurs projets de destruction de la DGFIP, sans tirer aucun enseignement de cette crise inédite qui perdure.

Les externalisations se poursuivent, comme le paiement de proximité auprès des buralistes.

La loi de Transformation de la Fonction Publique n'en finit plus de restreindre les droits des agents, et renforce l'opacité et l'arbitraire dans la gestion des ressources humaines.

Pour preuve, le recours de la direction à des emplois contractuels, précaires et mal rémunérés, en lieu et place d'agents recrutés par concours.

**Solidaires Finances Publiques du Finistère** condamne très fermement cette possibilité de recourir à des emplois contractuels, alors que la direction vient d'annoncer 23 nouvelles suppressions d'emplois en 2021.

Les réformes Nouveau Réseau de Proximité et démétropolisation, renommée relocalisation des services de la DGFIP, remettent en cause la présence territoriale technicienne de la DGFIP.

Inutile de s'étendre sur les Maisons France Service, et autres Accueils de Proximité, qui n'apporteront jamais autant de polyvalence et de technicité aux usagers que les services qu'ils vont supplanter.

Les réformes sont réparties sur un rythme soutenu, visant même à combler le retard de la période de confinement, en ne laissant pas de place à un réel dialogue social constructif avec les représentants du personnel que nous sommes.

Au niveau de notre département, pour nombre de nos collègues, la visibilité sur l'avenir proche de leur service, et donc sur leur devenir, est toujours aussi nulle, générant une grande inquiétude qui se rajoute à celle liée à la crise sanitaire et sociale.

C'est pourquoi, tout en maintenant sa revendication de l'arrêt de toutes les restructurations, **Solidaires Finances Publiques du Finistère** vous demande, à minima, un calendrier complet des restructurations prévues, y compris hors Nouveau Réseau de Proximité.

Pendant cette période, et au-delà des beaux discours des Ministres et du Directeur Général, c'est par l'austérité budgétaire que les agents de la DGFIP ont été remerciés de leurs efforts, au travers de l'amputation de leurs jours de congés, du versement d'une prime sans aucune transparence ni équité, de la diminution de leurs possibilités de promotion.

Austérité budgétaire aussi en supprimant pas moins de 1 800 emplois aux Finances Publiques en 2021. Et que dire des 50 000 emplois supprimés en 20 ans !!!

Nous voyons ici la triste réalité du contrat d'objectifs et de moyens cher au Directeur Général qui, comme ses prédécesseurs, condamne notre administration à la peine perpétuelle des suppressions de postes.

**Solidaires Finances Publiques** revendique encore et toujours son opposition aux orientations funestes de la DGFIP et du pouvoir politique.

Les suppressions d'emplois dogmatiques décidées par les gouvernements successifs et validées par le parlement au fil des années sont la cause principale et centrale de toutes les restructurations, évolutions, et dégradations des conditions de travail.

**Solitaires Finances Publiques** exige l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois aux Finances Publiques et le retrait des réformes en cours : Nouveau Réseau de Proximité et démétropolisation.

**Solitaires Finances Publiques** réaffirme la nécessité de la présence de la DGFIP sur l'ensemble du territoire au travers de services publics de proximité de plein exercice.